



Anatomie de la tentative de coup d'État en Biélorussie

Par [M. K. Bhadrakumar](#)

Mondialisation.ca, 01 septembre 2020
[Indian Punchline](#) 30 août 2020

Région : [L'Europe](#), [Russie et CEI](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Services de renseignements](#)

Le Président russe Vladimir Poutine a révélé dans une [interview télévisée](#) le 27 août que les Américains, entre autres, avaient alimenté les troubles en Biélorussie. Il a expliqué que la présence controversée de 33 ressortissants russes (avec un passé militaire) à Minsk à l'approche de l'élection présidentielle en Biélorussie le 8 août, qui a brièvement [créé un malentendu](#) entre Minsk et Moscou, était en fait une opération conjointe des services de renseignement ukrainiens et américains.

Les ressortissants russes ont apparemment reçu des offres d'emploi et ont été « simplement attirés là-bas (Minsk), traînés à travers la frontière ... de facto, ils ont été amenés avec de faux documents ». De toute évidence, la Russie est en possession de renseignements précis.

Poutine s'est exprimé alors même que le Secrétaire d'État adjoint américain Stephen Biegun concluait ses entretiens avec de hauts fonctionnaires russes à Moscou mercredi. Selon un [rapport de VOA](#), les consultations de Biegun « ont marqué une intensification des efforts américains pour trouver une solution pacifique en Biélorussie ». Le rapport note qu'en se rendant à Moscou, Biegun a « signalé que Washington n'était pas prêt à accepter les efforts de Loukachenko, le Président de la Biélorussie, pour faire de l'impasse électorale une confrontation Est-Ouest qui pourrait déclencher une implication directe de la Russie ».

En d'autres termes, Biegun était en mission de « contrôle des dégâts ». Cela peut être considéré comme un aveu de défaite dans le projet de changement de régime soutenu par les États-Unis en Biélorussie. Il est concevable que les responsables russes aient partagé avec Biegun leurs renseignements concernant l'implication de la CIA. Par la suite, des [lectures](#) identiques et précises ont été publiés par les parties russe et américaine sans divulguer aucun détail.

La CIA va donc réduire ses opérations en Biélorussie, du moins pour le moment. Un commentaire intitulé « [What's Next for the Peaceful Uprising in Biélorussie ?](#) » de l'Institut Américain pour la Paix voit « la possibilité d'apporter des changements » en Biélorussie, mais conclut en disant : « Bien qu'il n'y ait aucune garantie de succès, il y a des raisons d'espérer. Au minimum, les Biélorusses ont acquis un nouveau sens de la dignité et une nouvelle croyance dans le pouvoir de l'action collective non violente ».

Cette opération semble avoir été bien planifiée. Sous la houlette de journalistes, les services secrets occidentaux ont déployé des dizaines d'agents spéciaux en Biélorussie. Loukachenko a ordonné leur expulsion. Les « reporters » d'*Associated Press*, de *Radio*

Liberty et de la *BBC* ont vu leur accréditation annulée. Un « photo-journaliste » suédois, vraisemblablement un agent des services de renseignement, a été arrêté et libéré sur intervention personnelle de l'Ambassadeur de Suède en Biélorussie et a pris l'avion pour quitter Minsk.

D'après la réaction pro forma de l'Union Européenne jusqu'à présent, Bruxelles a une idée juste de ce qui s'est réellement passé - qu'il y a eu une opération américaine avec la participation active de la Pologne et de la Lituanie (tous deux pays de l'UE) et de l'Ukraine. Il n'est pas surprenant que les [déclarations de l'OTAN](#) aient été plutôt agressives. L'OTAN a également commencé des exercices aériens en Pologne et en Lituanie, coïncidant avec les troubles en Biélorussie.

Cependant, les grandes puissances européennes - Allemagne, France, Italie - ne voulaient pas s'empêtrer. Leurs principaux dirigeants ont téléphoné à Poutine pour apaiser les tensions. L'UE a d'abord proposé l'OSCE comme médiateur, mais Moscou a senti que cela pourrait conduire à une entrée clandestine des services de renseignement américains. L'OSCE est dirigée par les puissances de l'OTAN et est sous la coupe des Américains.

L'élément décisif a été l'avertissement sévère du Kremlin selon lequel si l'opération occidentale se poursuivait, la Russie n'aurait d'autre choix que d'intervenir. L'avertissement a été donné au niveau de Poutine, en précisant très clairement que la Russie n'acceptera pas un changement de régime à Minsk pour détourner la Biélorussie dans le camp américain. Moscou a fait valoir ses intérêts particuliers en Biélorussie au regard du droit international. Dans son interview télévisée de jeudi, Poutine a déclaré avec insistance :

« En effet, le Traité de l'Union... et le Traité de Sécurité Collective (OTSC) comportent des articles qui stipulent que tous les États membres de ces organisations, notamment l'État de l'Union, qui ne comprend que deux États - la Russie et la Biélorussie - sont tenus de s'entraider pour protéger leur souveraineté, leurs frontières extérieures et leur stabilité... À cet égard, nous avons certaines obligations envers la Biélorussie, et c'est ainsi que M. Loukachenko a formulé sa question. Il a dit qu'il aimerait que nous lui apportions notre aide si cela s'avérait nécessaire. J'ai répondu que la Russie respecterait toutes ses obligations.

M. Loukachenko m'a demandé de créer un groupe de réserve de personnel chargé de l'application de la loi, ce que j'ai fait. Mais nous avons également convenu que ce groupe ne serait pas utilisé à moins que la situation ne devienne incontrôlable... nous sommes arrivés à la conclusion que maintenant ce n'est pas nécessaire, et j'espère qu'il ne sera jamais nécessaire d'utiliser cette réserve, c'est pourquoi nous ne l'utilisons pas ».

Poutine a clairement indiqué que Moscou est aux côtés de Loukachenko.

Les événements en Biélorussie constituent un moment décisif. La Russie ne permettra pas une autre révolution de couleur de type ukrainien dans le « proche voisinage », visant à l'encercler avec des gouvernements hostiles. Mais l'intervention de Moscou, si tant est qu'elle ait lieu, sera conforme au droit international et découlera d'une invitation du pays concerné.

En d'autres termes, la Russie considère qu'il est de la prérogative des pays de l'OTSC de gérer leurs affaires intérieures sans ingérence extérieure illégale. Cela étant dit, Moscou a invoqué la doctrine de sécurité collective de l'OTSC. Cela crée un précédent. L'OTSC comprend l'Arménie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizstan, la Russie et le Tadjikistan.

Un projet de changement de régime parrainé par la CIA dans l'un de ces pays peut se retrouver dans la ligne de mire de l'OTSC. Étant donné que l'OTSC est de facto dirigée depuis Moscou, tout autre projet de changement de régime en Asie Centrale ou dans le Caucase déclenchera des contre-mesures russes.

Plus important encore, Moscou ne sera pas prescriptif. Poutine a soutenu la proposition de Loukachenko de rédiger une nouvelle constitution et d'organiser de nouvelles élections présidentielles et parlementaires, mais la transition doit être légale et ordonnée. Cette approche russe est déjà évidente au Kirghizstan (2005), au Turkménistan (2006) et en Ouzbékistan (2016). Même dans le cas de la Géorgie (2003) et de l'Ukraine (2004 et 2014), la Russie ne s'est pas opposée aux transitions, mais l'Occident les a transformées en contestations géopolitiques pour installer des régimes anti-russes.

Il faut cependant ajouter une mise en garde. Poutine a également souligné que la Biélorussie est un cas très particulier. Il a déclaré, en faisant clairement référence aux États-Unis, que « certaines forces aimeraient voir quelque chose de différent se produire là-bas (Biélorussie) ». Elles voudraient influencer ces processus et apporter les solutions qui conviendraient à leurs intérêts politiques ». La Russie ne peut pas se permettre de voir de tels desseins malveillants réussir en Biélorussie.

Selon les mots de Poutine, « Cette nation est très proche de nous (la Fédération de Russie) et peut-être la plus proche, tant en termes de proximité ethnique, de langue, de culture, de spiritualité que d'autres aspects. Nous avons des dizaines ou probablement des centaines de milliers, voire des millions, de liens familiaux directs avec la Biélorussie ». De plus, la Russie s'approvisionne en Biélorussie pour près de 90% de ses importations de produits agricoles.

M.K. Bhadrakumar

Article original en anglais : [Anatomy of coup attempt in Belarus](#), Indian Punchline, le 30 août 2020

Traduit par [Réseau International](#)

La source originale de cet article est [Indian Punchline](#)
Copyright © [M. K. Bhadrakumar](#), [Indian Punchline](#), 2020

Articles Par : [M. K. Bhadrakumar](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien

vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca